

## **ACCORD CADRE**

**Prestations de maintenance préventive et corrective des  
portes, portails, rideaux métalliques et autres dispositifs de  
fermetures automatiques et semi-automatiques pour les  
services et les Etablissements publics de l'Etat  
dans les départements 54 et 57  
en région Grand Est**

<p><b>REGLEMENT DE CONSULTATION</b> <b>(RC)</b> <b>Phase candidature</b></p>
--

<b>Référence de la consultation</b>
<p>2021_PFRA_GE_MAINT_PP_Lots_5_7</p>

<b>Procédure de passation</b>	<b>Appel d'offres restreint</b>
-------------------------------	---------------------------------

<b>Date limite de remise des offres</b>	<b>05/02/2021 à 12h00</b>
---	---------------------------

## Sommaire

<b>1</b>	<b>PRÉAMBULE</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
3.1	Procédure de passation	4
3.2	Allotissement	4
3.3	Forme et étendue de l'accord-cadre	5
3.4	Durée de l'accord-cadre	5
3.5	Lieu d'exécution	5
3.6	Variantes	5
3.7	Prestations supplémentaires éventuelles	5
3.8	Considérations sociales	5
3.9	Considérations environnementales	6
3.10	Traitement des données à caractère personnel	6
<b>4</b>	<b>INFORMATION DES CANDIDATS</b>	<b>7</b>
4.1	Contenu des documents de la consultation	7
4.2	Modalités de retrait et de consultation des documents	7
4.3	Demandes de renseignements complémentaires et questions	7
4.4	Modification des documents de la consultation	7
4.5	Prolongation du délai de réception des offres	7
4.6	Visite sur site	7
<b>5</b>	<b>CANDIDATURE</b>	<b>8</b>
5.1	Motifs d'exclusion	8
5.2	Conditions de participation	8
5.3	Présentation de la candidature	8
5.4	Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques	9
5.5	Précisions concernant la sous-traitance	10
5.6	Examen des candidatures	11
5.7	Contenu des dossiers de candidature	12
<b>6</b>	<b>MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS</b>	<b>13</b>
6.1	Date et heure de réception des plis	13
6.2	Conditions de transmission des plis	13

<b>7</b>	<b>OFFRES</b>	<b>15</b>
7.1	Date limite et modalités de remise des offres	15
7.2	Durée de validité des offres	15
<b>8</b>	<b>ATTRIBUTION DU MARCHE</b>	<b>15</b>
<b>9</b>	<b>LANGUE</b>	<b>15</b>
<b>10</b>	<b>CONTENTIEUX</b>	<b>15</b>
<b>11</b>	<b>MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE</b>	<b>15</b>

## 1 PRÉAMBULE

L'acheteur ou le pouvoir adjudicateur est l'Etat en ce qui concerne l'accord cadre.

Le RPA (Représentant de l'acheteur ou du pouvoir adjudicateur) est la Préfète de la région Grand Est.

La PFRA (Plate-forme Régionale des Achats) est le service du SGARE (Secrétariat Général pour les Affaires Régionales et Européennes) qui coordonne les besoins sur ce segment.

## 2 OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de maintenance préventive et corrective des portes, portails, rideaux métalliques et autres dispositifs de fermetures automatiques et semi-automatiques pour les services déconcentrés de l'État et des établissements publics des départements 54, 57, 67, 68 et 88 en région Grand-Est.

Le présent accord-cadre relève de la prestation de services encadrée par le CCAG FCS disponible sur le site Internet suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

L'accord-cadre est à obligation de résultat.

CPV :

50700000-2 : service de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

50710000-5 : service de réparation et d'entretien d'installations électriques et mécaniques des bâtiments.

## 3 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3.1 Procédure de passation

L'accord cadre est passée selon la procédure de l'appel d'offres restreint, en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique.

La procédure se déroule en deux phases :

- une phase de sélection des candidatures ;
- une phase de sélection des offres.

### 3.2 Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N° Lot	Intitulé des lots
5	Département 54 – Meurthe et Moselle
7	Département 57 - Moselle

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.

Le nombre de lot qui pourra être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité.

### **3.3 Forme et étendue de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire par lot.  
Il est exécuté par l'émission de marchés subséquents.  
Il est conclu sans minimum et sans maximum.

### **3.4 Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme à compter de la notification de l'accord-cadre jusqu'au 31/12/2021.

L'accord-cadre reconductible tacitement trois (3) fois pour une durée d'un (1) an, sauf dénonciation par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant.

La décision de non reconduction est notifiée au plus tard trois (3) mois avant l'échéance de la période précédente par tout moyen permettant d'attester de sa bonne réception.

La non reconduction de l'accord-cadre entraîne la non-reconduction de l'ensemble des marchés subséquents.

### **3.5 Lieu d'exécution**

Les prestations s'exécutent sur les départements de Meurthe et Moselle (lot 5) et Moselle (lot 7).

### **3.6 Variantes**

L'acheteur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

Selon l'article R2151-8 du code de la commande publique, les soumissionnaires sont autorisés à présenter des variantes à leur initiative à condition :

- qu'elles ne dégradent pas le niveau de prestation décrit au CCTP ;
- qu'elles apportent une innovation.

Les variantes devront être détaillées et feront l'objet d'une offre technique et financière distincte et clairement identifiée.

La présentation d'une offre de base est obligatoire. L'absence de présentation de l'offre de base entraîne le rejet de l'offre variante.

### **3.7 Prestations supplémentaires éventuelles**

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

### **3.8 Considérations sociales**

Conformément aux dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est (sera) indiqué dans le C.C.A.P remis à la phase offre.

Cette clause consiste en une action d'insertion visant à promouvoir l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le titulaire s'engage à réaliser le nombre d'heures d'insertion précisé ici : les volumes horaires exécutés dans le périmètre de l'accord-cadre doivent être affectés à des personnes éligibles aux dispositifs d'insertion à hauteur de 6 heures par tranche de 10 000 euros HT facturée.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre.

Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Le titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

### **3.9 Considérations environnementales**

Le présent marché public ne comprend pas de considérations environnementales.

### **3.10 Traitement des données à caractère personnel**

#### **Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure :**

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

#### **Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :**

La Préfecture de la région Grand Est

5 Place de la République

67000 Strasbourg

Représentée par le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes

#### **Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :**

Le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales et Européennes ou la Préfète de la région Grand Est Représentée par le SGARE (Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes) Coordonnées du délégué à la protection des données :

[achat@grand-est.gouv.fr](mailto:achat@grand-est.gouv.fr)

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

**Destinataires ou catégorie de destinataires :** les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

**Durée de conservation :** ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

## 4 INFORMATION DES CANDIDATS

---

### 4.1 Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants ;

- le présent règlement de consultation et son annexe « Synthèse allotissement » ;
- le projet de cahier des clauses techniques particulières (CCTP), permettant aux opérateurs économiques de déterminer la nature et l'étendue du besoin, et son annexe « gamme maintenance » ;
- le cadre de réponse technique ;
- la fiche fournisseur.

### 4.2 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)).

### 4.3 Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les demandes de renseignements complémentaires et questions doivent parvenir **au plus tard dix (10) jours calendaires** avant la date de réception des offres.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile sont transmises aux opérateurs économiques **au plus tard six (6) jours calendaires** avant la date limite de réception des offres.

### 4.4 Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation **au plus tard six (6) jours calendaires** avant la date limite de réception des offres.

**Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.**

Les soumissionnaires devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limite de réception des offres.

### 4.5 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie **six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des offres**, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

### 4.6 Visite sur site

Les candidats retenus pour participer à la phase offre ultérieure ont des visites possibles de certains équipements sur certains sites.

## 5 CANDIDATURE

---

### 5.1 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

### 5.2 Conditions de participation

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un marché public.

Si le candidat candidate à plusieurs lots, il peut remettre un dossier de candidature unique à condition de présenter ses capacités professionnelles, techniques et financières lot par lot.

**L'acheteur fixe les niveaux minimums de capacité à l'article 5.6.1 du présent règlement de consultation.**

### 5.3 Présentation de la candidature

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- Sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE,
- Sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2.

#### 5.3.1 **Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)**

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

L'acheteur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requise en cochant uniquement la partie IV du DUME – α « indication globale pour tous les critères de sélection ».

#### 5.3.2 **Candidature avec les formulaires DC1 et DC2**

Les candidats transmettent les renseignements suivants :



- Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté. En cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

## **5.4 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques**

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques. Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

[https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esrhttps://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse\\_cotraitance\\_mode\\_emploi6.pdf2017/place/Bourse\\_cotraitance\\_mode\\_emploi6.pdf](https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esrhttps://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf)  
<https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

### **5.4.1 Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques**

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

### **5.4.2 Tâches essentielles**

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

### **5.4.3 Conditions de présentation**

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

### **5.4.4 Forme du groupement**

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

#### **5.4.5 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)**

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

#### **5.4.6 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2**

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 :

- Le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
- Le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

### **5.5 Précisions concernant la sous-traitance**

#### **5.5.1 Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance**

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

#### **5.5.2 Tâches essentielles**

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

#### **5.5.3 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)**

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

#### **5.5.4 Autre forme de candidature**

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne soit pas en situation d'interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>

## **5.6 Examen des candidatures**

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément. Les candidatures incomplètes ou demeurent incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

L'acheteur limite, conformément à l'article R2142-17 du code de la commande publique, le nombre de candidats admis à soumissionner. Le nombre de candidats admis à présenter une offre est de 5 au maximum.

Conformément à l'article R2142-18 du code de la commande publique, si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum indiqué, l'acheteur peut poursuivre la procédure avec ces candidats.

L'analyse des candidatures se base sur les capacités techniques du candidat et notamment :

- des méthodes d'organisation envisagées spécifiquement pour l'exécution de ce marché, maintenance préventive, maintenance corrective, astreinte et documents de travail et moyens humains et techniques mis en œuvre pour assurer le suivi du marché, l'établissement des devis et le suivi administratif ;
- des effectifs affectés spécifiquement à la maintenance des sites, qualification du personnel (notamment formation initiale et/ou continue) ;
- des moyens matériels prévus spécifiquement pour permettre la bonne exécution de ce marché dans les locaux des services ;
- du fonctionnement et les caractéristiques de la GMAO proposée.

A l'issue du jugement des candidatures, le pouvoir adjudicateur fera connaître à chacun des candidats son ordre de classement, par écrit. Seuls les candidats classés de 1 à 5 seront invités à télécharger le dossier de consultation et à présenter une offre.

### **5.6.1 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs**

Les documents justificatifs concernant les aptitudes et capacités sont :

- Pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat,
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Le niveau minimal de références ou qualifications doit être, a minima :

- Des références sur les 3 dernières années de prestations identiques à celles demandées dans le présent dossier ;
- Des références de qualification en fourniture et pose volets, stores, portails, rideaux, grilles, portes de garages et portes sectionnelles ou qualibat 4511 ;
- Des justificatifs d'actions mises en place pour ses personnels afin d'obtention de certification de qualification professionnelle d'installateur de portes, portails et portes automatiques telle que celle mise en place par la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi (C.N.P.E.) conjointe du bâtiment et des travaux publics portée par la Fédération Française du Bâtiment (F.F.B.) et dont

le responsable est le Syndicat National de la Fermeture, de la Protection Solaire et des Professions Associées (SNFPSA).

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

En cas d'impossibilité de se procurer les documents justificatifs directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

### 5.6.2 Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le présent accord-cadre qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

## 5.7 Contenu des dossiers de candidature

Documents à fournir	Observations
Le cadre de réponse technique (CRT) Document servant à la notation de la candidature et sera repris en tant que critère 2 lors de l'analyse globale (après remise des offres)	Valeur technique : - Sous critère 1 ( <b>40%</b> ) : organisation générale de l'entreprise ; - Sous critère 2 ( <b>30%</b> ) : moyens humains et technique mis en œuvre pour assurer la gestion de l'accord cadre ; - Sous critère 3 ( <b>30%</b> ) : Fonctionnement et les caractéristiques de la GMAO proposée.  Le candidat joint obligatoirement le cadre de réponse technique complété. Pour une meilleure appréciation des offres des candidats, il est indispensable d'être bien précis sur l'ensemble des points du cadre de réponse technique. <b>Le cadre de réponse technique doit être remis en version exploitable (de type excel ou calc) afin de faciliter l'analyse des offres.</b>
Délégations de pouvoir des personnes habilités à représenter l'entreprise	À joindre obligatoirement lorsque le signataire des pièces du dossier est différent du représentant légal de l'entreprise.

**Les candidats dont la notation de valeur technique est inférieure à 10/20 sont éliminés de la consultation.**

## 6 MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

---

### 6.1 Date et heure de réception des plis

**Les plis devront être transmis au plus tard le vendredi 05 février 2021 à 17h00.**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

### 6.2 Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de PLACE :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt , .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

#### Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

#### Copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

**SGARE Grand Est - PFRA – Bureau 237**  
**Marché 2021\_PFRA\_GE\_PP\_Lots\_5\_7**  
**NE PAS OUVRIR**  
**5 Place de la République**  
**67073 Strasbourg cedex**  
**Bureau 237 de 9h-12h et de 14h à 17h.**

#### Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

## 7 OFFRES

---

### 7.1 Date limite et modalités de remise des offres

L'acheteur invite les candidats admis à l'issue de la phase candidature à soumissionner. Cette invitation comprend notamment la date limite et les modalités de remise des offres (**date approximative donnée à titre indicatif : semaine 12 - fin mars 2021**). Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites ainsi communiquées. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

### 7.2 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## 8 ATTRIBUTION DU MARCHE

---

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le règlement de la consultation de la phase offre.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

## 9 LANGUE

---

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

## 10 CONTENTIEUX

---

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Strasbourg situé : 31 Avenue de la Paix, 67000 Strasbourg.

## 11 MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

---

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- Dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- Dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;



2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- La signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- La signature électronique qualifiée (niveau 4).

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- Sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- Sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-signature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.